

«LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE MONÉTAIRE DANS LES BALKANS DES ANNÉES TRENTE ET SOIXANTE-DIX»\*

*P r é a m b u l e*

Quand il a fallu choisir le sujet du rapport à présenter au III<sup>e</sup> Congrès International d'études du Sud Est Européen, il a semblé à l'auteur indiqué à traiter un événement, un fait ou une évolution qui unit les états balkaniques et leur rapelle que malgré l'histoire bien souvent mouvementée de leurs relations entre eux avant la fin des années quarante ils constituent une entité dont les membres doivent habiter dans la même région. Cette dernière est :

1. fort convoitée par les grandes puissances proches ou lointaines,
2. fort riche quand on sait chercher et travailler rationnellement, comme le prouvent d'ailleurs maintes découvertes et maints résultats auxquels on ne croyait pas dans le passé,
3. fort capable d'assurer la satisfaction d'une façon plus complète que dans le présent et encore moins dans le passé des besoins grandissants des habitants soit dans le cadre d'efforts en vue de s'assurer l'autarcie, ce qui généralement n'est pas souhaitable, soit dans le cadre de la division internationale du travail, qui, pourvu que l'emploi dans les Balkans ne soit pas affecté défavorablement, est préférable; il est à relever que cette tendance est en plus conforme avec la mentalité de la majorité des habitants des états du Sud Est Européen.
4. fort influencée par les développements économiques, monétaires et financiers des autres régions du monde avec lesquelles les relations des pays balkaniques sont intenses mais sans la possibilité pour eux de les influencer dans quelque sens que ce soit si on considère leur propre intérêt pour autant que les gouvernements en cause le considèrent d'un point de vue rationnel.

*I n t r o d u c t i o n*

En considérant les répercussions dans les Balkans de la crise monétaire mondiale des années trente et de celle des années soixante-dix (du moins jusqu'en avril 1974), on est frappé :

\* Texte du rapport du Professeur D. J. Delivanis, Université de Thessaloniki, présenté à Bucarest, 4-10 septembre 1974.

- a) de leur similarité dans tous les états malgré le fait que dans le premier cas elle est découlée de la déflation, tandis que dans le second elle a été la conséquence de l'inflation, sévissant dans les deux cas dans l'ensemble de l'économie mondiale et sans omettre évidemment les différences de leur intensité respective par états ou par groupes d'états,
- b) de la similarité des répercussions dans les années soixante-dix malgré les différences des régimes en vigueur dans les états balkaniques ce qui certes ne peut qu'influencer dans le sens de la différenciation les développements économiques, monétaires et financiers dans chacun d'eux,
- c) de la différence de la politique appliquée et des buts qu'elle s'est assignés sans néanmoins omettre l'importance primordiale attribuée, surtout dans les années soixante-dix, au développement économique le plus rapide et le plus complet par tous les états balkaniques qui néanmoins ont fixé d'une façon différente les priorités selon les lignes générales de leur politique d'ensemble,
- d) des différences de la structure de l'économie et de celle de la balance des paiements de chacun des états balkaniques,
- e) des différences de la mentalité des habitants des pays en cause.

Il sera question dans le paragraphe A de la crise mondiale monétaire des années trente et dans le paragraphe B de la crise mondiale monétaire des années soixante-dix toujours du point de vue de leurs répercussions dans les Balkans.

## A

Dans les trois alinéas de ce paragraphe il sera question

1. des causes de l'insuffisance de la liquidité internationale, qui a provoqué en 1931 la crise monétaire mondiale,
2. de la réaction des états balkaniques,
3. des résultats.

## 1

La crise monétaire mondiale des années trente a été la conséquence de l'insuffisance de la liquidité internationale provoquée elle-même:

1. par la déflation dans les pays à monnaie clef,
2. par la crise de confiance à l'égard des pays en voie de développement même très lent et à déficit de la balance des paiements,
3. par l'importance des charges fixes à l'intérieur et à l'étranger.

En effet les pays qui suivant l'exemple du Royaume Uni avaient rétabli leur parité de 1913 vis-à-vis de l'or et du dollar des États Unis, ne purent la conserver qu'en appliquant une politique de déflation. Cette dernière ne pouvait certes pas rester sans répercussions sur les pays fournisseurs et débiteurs du Royaume Uni. En effet les habitants de ce dernier et les personnes morales y établies se virent obligés de réduire leurs achats et leurs investissements donnant ainsi l'occasion au multiplicateur et au principe d'accélération à agir dans le sens négatif. Comme les états balkaniques furent ainsi privés de recettes en devises, leur possibilité de faire face à leurs obligations en fut réduite. Leur progrès économique en a été retardé, tandis que la crainte de l'impossibilité de joindre les deux bouts a été intensifiée décourageant encore plus la propension à prêter et à investir dans les états balkaniques.

La crise de confiance a éclaté en mai 1931 à la suite de pertes substantielles subies par une grande banque de Vienne dans la partie septentrionale de la Roumanie et de la Yougoslavie. La plus grande partie du globe et la quasi-totalité des monnaies en ont subi le contre-coup et certes les Balkans ne pouvaient pas en être exempts, puisque dans une certaine mesure ils ont été impliqués dans le cas mentionné ci-dessus. En effet l'économie des états balkaniques a été presque tout de suite privée non seulement du produit d'emprunts mais aussi des crédits bancaires occidentaux qui contribuaient jusqu'alors au financement de leur commerce extérieur et au règlement sans heurt de leurs transactions avec l'étranger.

Il n'y a pas de doute que la diminution ci-dessus des recettes en devises en combinaison avec la déflation qui en a été la conséquence conduisait à une diminution du pouvoir d'achat et de ce fait de la propension à importer des états balkaniques. Néanmoins l'allègement qui en résultait pour leur balance de paiements n'était pas suffisant puisque les ressortissants, les entreprises, les banques, les services publics et le Trésor des états en question devaient faire face à des lourdes charges fixes qui n'ont été nullement réduites. Il s'agissait de la nécessité de rembourser les crédits venant à l'échéance sans pouvoir s'attendre à leur renouvellement, même s'il avait été promis tacitement lors de l'ouverture des crédits en question, des intérêts venant à échéance et de l'amortissement. Ce dernier pouvait être allégé, s'il était effectué par des rachats en bourse au dessous du pair. Par contre il y avait allègement de la balance des paiements avec le transfert des profits qui, à la suite de la dépression, étaient sensiblement réduits ou même annihilés.

Les difficultés afférentes à l'équilibre de la balance des paiements des pays balkaniques ont été renforcées par l'exode de capitaux de ceux qui avaient des fonds liquides disponibles et qui craignaient l'imposition du contrôle

des changes ou la dévaluation ce qui n'était pas étonnant vu la fréquence des perturbations monétaires dans les pays balkaniques et l'expérience qui en découle.

2

La réaction des pays balkaniques s'est manifestée dans le cadre de l'effort de rétablir dans la mesure du possible l'équilibre de la balance des paiements et d'assurer la continuation plus au moins normale de l'opération de l'économie sans interrompre complètement le développement économique:

- a) Par l'imposition du contrôle des changes dans le but évidemment de réduire les paiements non indispensables à l'étranger pour autant que les autorités compétentes en jugeaient ainsi et certes d'empêcher les transferts de capitaux dictés surtout par la crainte de développements monétaires défavorables.
- b) Par le contingentement des importations et par l'effort d'amener les importateurs à s'approvisionner de préférence dans les pays acheteurs de produits et ayant recours aux services provenant du pays en cause indépendamment de la qualité, du prix et de la date de livraison, puisque l'augmentation des droits<sup>1</sup> de douane à cette époque, où les produits étaient abondants mais les acheteurs rares, était neutralisée par la réduction des prix de vente dans le cadre du dumping exercé et des subventions des exportateurs dont il sera question sous «c».
- c) Par la subvention des exportateurs indépendamment de la détérioration des termes d'échange qui en découlait, puisque l'objectif primordial était de garder les marchés étrangers et d'éviter dans la mesure du possible la nécessité pour le Trésor de procéder à l'accumulation de stocks ne trouvant pas acheteurs et subissant graduellement une détérioration; la subvention était considérée, non sans raison, le moindre mal indépendamment du fait qu'elle constituait l'application du «*beggar my neighbour policy*».
- d) Par la suspension, partielle ou totale, du service et du remboursement des dettes étrangères, qui était décidée avec d'autant plus de facilité, puisque les gouvernements en cause savaient qu'ils ne pouvaient plus contracter de nouveaux crédits étrangers et qu'il en serait de même avec leurs ressortissants, leurs entreprises, leurs banques et leurs services.

1. Même si elle n'était pas exclue par les traités de commerce en vigueur.

- e) Par l'imposition de moratoires aussi bien à l'intérieur qu'à l'égard de l'étranger avec le but d'améliorer ainsi la position des débiteurs et surtout de leur éviter les ennuis et les frais des mesures de coercition qui seraient autrement décidées contre eux par les tribunaux quand ces derniers seraient saisis des cas de non paiement des sommes devenant exigibles en vertu des obligations assumées par les débiteurs en cause.
- f) Par la dévaluation imposée indépendamment de l'application du contrôle des changes qui en lui seul constitue une dévaluation poussant d'ailleurs à son apparition sur le marché illicite des changes. Ce dernier est la conséquence inévitable de l'application du contrôle des changes. Il n'y a pas de doute que l'ampleur du marché illicite a différé selon les pays et selon les époques et a certes dépendu de l'importance des besoins, qui ne pouvaient pas être satisfaits sur le marché officiel. De plus certains besoins p.e. le paiement de la valeur de commandes de biens passées à l'étranger ne pouvait pas être effectué par le marché illicite, puisque la douane exige le certificat de la banque du pays en cause qui avait procédé au règlement de la contrevaletur et ne se contentait nullement du reçu du fournisseur en cause.

## 3

Les résultats ainsi obtenus ont été:

- aa) l'équilibre de la balance des paiements au niveau des recettes indépendamment de l'étendue des paiements non effectués quoique venus à échéance et sans recours à l'encaisse or et devises de la banque centrale, soit pour la garder intacte pour des cas où le non paiement n'était pas concevable, soit pour pouvoir intervenir sur le marché illicite des changes chaque fois que les circonstances semblaient permettre d'infliger une lourde perte aux spéculateurs avec l'espoir de les astreindre à céder leurs devises à la banque centrale,
- bb) la réduction dans une certaine mesure des importations avec renforcement des tendances à l'autarcie,
- cc) l'arrêt de l'importation de capitaux et de la possibilité de s'assurer des crédits à l'étranger,
- dd) l'arrêt virtuel du développement, à moins qu'il soit dû aux efforts mentionnés ci-dessus d'augmenter le pourcentage des besoins satisfaits par la production du pays et sans omettre le calcul des montants supplémentaires requis par l'augmentation de la production à l'intérieur du

- pays, les matières premières, les combustibles, les machines, les pièces de rechange et les moyens de transport,
- ee) la détérioration des termes d'échange,
  - ff) la baisse du niveau de vie des classes laborieuses à la suite de la détérioration des termes d'échange, de la diminution de la division internationale du travail et du ralentissement du développement. Néanmoins il ne faut pas oublier que les conditions auraient été pires pour ceux en cause s'ils avaient été privés de leur emploi.

Le commencement de la seconde guerre mondiale a interrompu les développements qu'on pourrait autrement attendre. Il a empêché de juger l'efficacité des mesures en question si elles avaient été appliquées plus longtemps et certainement à une époque où la crise monétaire mondiale des années trente appartenait depuis quelque temps à l'histoire. En effet on pourrait soutenir que les années 1935-8 ont été des années normales et que sans le commencement de la seconde guerre mondiale on serait probablement revenu à des conditions fort différentes de celles prévalant en 1931 mais qu'on aurait considéré données ou même normales.

## B

Dans les trois alinéas de ce paragraphe il sera question

1. des origines de la crise monétaire mondiale des années soixante-dix,
2. de la réaction des états balkaniques,
3. des résultats acquis jusqu'en avril 1974.

## I

Si la crise monétaire mondiale des années trente a été la conséquence de la déflation appliquée au Royaume Uni et dans d'autres états importants, la crise monétaire mondiale des années soixante-dix a été surtout provoquée: par l'inflation sévissant aux États Unis d'Amérique et dans quelques autres grands pays, par les surplus de disponibilités à New York de quelques pays occidentaux, poussant à des réévaluations et au flottement des cours des changes, par les exagérations fréquentes de la politique du développement, par le plein emploi, voire le suremploi, dans plusieurs pays développés de l'Occident, par le gaspillage de main d'œuvre dans plusieurs états du tiers monde et du bloc oriental.

L'inflation a commencé en automne 1939<sup>1</sup> et a marqué des différences très marquées selon les pays et selon les périodes avec une tendance prononcée de s'intensifier malgré l'arrêt en 1973 de la participation des États Unis à la guerre au Vietnam. Comme l'inflation a été plus forte aux États Unis qu'en Europe Occidentale l'offre de disponibilités à New York sur le marché des changes des pays de l'Europe Occidentale a été plus forte que la demande. Dans le cadre de l'essai de maintenir la stabilité des cours des changes entre les monnaies principales du monde occidental les banques centrales des pays les plus développés de l'Europe Occidentale et Centrale ont dû acquérir des grandes disponibilités à New York sans entreprendre dans la majorité des cas les mesures requises pour stériliser le pouvoir d'achat correspondant. L'inflation des États Unis a été ainsi importée en Europe et y a été renforcée par les répercussions des hausses continues des rétributions et des autres frais grâce aussi au suremploi ainsi que par les déficits de la quasi-totalité des budgets, si on s'abstient des distinctions courantes entre budget courant, budget d'investissement, etc.

L'accumulation de grandes disponibilités à New York par les banques centrales d'une dizaine de pays les a amenés à considérer la réévaluation de leurs monnaies vis-à-vis du dollar des États Unis, et quand cette dernière n'amena pas les résultats escomptés, à l'établissement sous différentes formes du flottement des cours des changes en dehors des marges étendues établies en vertu de l'accord du 18 décembre 1971<sup>2</sup>. Ces arrangements n'eurent pas le succès attendu et contribuèrent puissamment au déclenchement de la crise monétaire mondiale caractérisée par des fluctuations violentes et presque ininterrompues des cours des changes sans néanmoins affecter défavorablement le commerce mondial et même pas les transferts des capitaux à des fins spéculatives (1971-3)<sup>3</sup>.

La politique de développement exagéré, je dirai à outrance, appliquée dans certains pays a, elle aussi, contribué à l'inflation en augmentant démesurément leur demande, en créant l'impression complètement erronée de l'insuffisance de la liquidité internationale et en amenant certains pays développés à des concessions à ce sujet irraisonnables et sans justification. Il

1. Cf. D. J. Delivanis, *L'influence de l'inflation sévissant depuis 1939*, Génin, Paris 1970.

2. Cf. La critique de ces arrangements: D. J. Delivanis, «The repercussions of the international monetary crisis on the Balkans and a possible remedy», *Balkan Studies*, Thessaloniki 1973, pp. 191-202.

3. Il ne sera pas traité ici des causes de cette évolution inattendue pour beaucoup mais pas pour ceux qui approfondissent leur recherche.

en a été ainsi entre autres avec la création pendant les années 1970-1972 des droits de tirage spéciaux du Fonds Monétaire International qui ont augmenté sans raison valable la liquidité internationale de quelques 9,5 milliards de dollars des États Unis.

Le suremploi dans plusieurs pays développés de l'Occident en combinaison avec la tendance de relever les rétributions des travailleurs dans les entreprises où leur rendement n'augmente pas au niveau de ceux ou par contre le rendement augmente et avec le gaspillage de main d'œuvre dans plusieurs pays du tiers monde et même du bloc oriental n'a pas lui aussi manqué en combinaison avec les investissements supplémentaires requis pour l'hébergement, la scolarité et l'hospitalisation de plusieurs millions d'émigrants nécessaires pour combler les lacunes de la main d'œuvre dans un nombre de pays<sup>1</sup> a elle aussi contribué à l'intensification de l'inflation et à l'augmentation de la demande de liquidité internationale.

La réaction des pays balkaniques en vue de réduire dans la mesure du possible les effets nuisibles de l'inflation mondiale chez eux tout en s'assurant les moyens de financement de leur développement et de couverture du déficit quasi-permanent de leurs balances de paiements s'est manifestée par:

- a) L'imposition, voire le renforcement du contrôle des changes officiellement ou par le recours à la «moral persuasion» dans le but de réduire d'une part les paiements à l'étranger chaque fois que le déficit de la balance des paiements prend des dimensions démesurées, d'autre part les entrées de capitaux ou du moins les possibilités de leur utilisation quand il semble que la liquidité de l'économie devient excessive ou quand ces capitaux pour des raisons s'afférant au régime en vigueur dans leur pays d'origine ne peuvent pas être utilisés dans le cadre de la politique appliquée.
- b) Le contingentement des importations quand les excès de la politique du développement, l'intensité des pressions inflationnistes, l'augmentation démesurée des rétributions des travailleurs et sans relation avec celle de leur productivité aussi bien quantitative que qualitative, la détérioration des termes d'échange et la hausse des prix des matières importées semblent menacer l'équilibre extérieur de l'économie en cause et en particulier quand l'augmentation des produits des exportations et des postes invisibles de la balance des paiements n'est pas de la même

1. Allemagne Occidentale, Arabie Séoudite, Autriche, États-Unis, Canada, France, Royaume Uni, Suède, et Suisse.

- proportion d'autant plus que dans quelques cas on a procédé au contingentement des exportations ou même à la prohibition de celle de quelques objets.
- c) Le contingentement et même la prohibition des quelques exportations dans les cas où on semble menacé par la disette dans l'état balkanique en cause, comme par exemple 1973-4 en Grèce.
  - d) La subvention des exportations quand elle n'est pas prohibée par les conventions multi- et bilatérales en vigueur ou quand elle peut être camouflée<sup>1</sup>.
  - e) Les efforts intensifs pour s'assurer des emprunts et des investissements étrangers soit de la part de particuliers, de banques et d'entreprises privées, soit de la part des gouvernements et d'autres personnes morales de droit public, soit de la part d'institutions internationales, en vue d'éviter l'insuffisance de liquidité internationale et en vue d'assurer la continuation du développement chaque fois qu'il est fort sagement financé par le recours à l'étranger.
  - f) Différentes mesures en vue d'assurer à la banque centrale et au système bancaire des rentrées de devises qui autrement n'auraient pas lieu ou auraient été moins élevées. Il s'agit entre autres de facilités pour assurer des emprunts aux ressortissants nationaux établis à l'étranger ou y travaillant désireux d'acquérir un immeuble ou des biens de production durables, surtout s'ils font défaut, de cours plus favorables pour les touristes étrangers que les cours officiels, des prix d'essence moins élevés que pour les habitants du pays etc.
  - g) La réévaluation ou même l'établissement de cours flottants indépendamment certes du fait que ces mesures ne devraient être considérées que si le contrôle des changes sous tous ses aspects avait été aboli avant et si la balance des paiements du pays en cause avait un important excédent. Cela n'était pas le cas des états balkaniques, mais ne les a pas empêché d'avoir recours à ces mesures certes avec des résultats peu satisfaisants.

## 3

Les résultats obtenus dans les pays balkaniques jusqu'en avril 1974 ont été:

- aa) l'équilibre de la balance des paiements soit avec recours à l'importation de capitaux de l'étranger, soit avec recours à l'encaisse or et devises de

1. Il en a été ainsi en Grèce 1952-53 avec l'impôt et la subvention sur les devises.

- la banque centrale, soit avec la réduction des importations de biens et de l'emploi de services étrangers au niveau approprié indépendamment certes des transactions effectuées par l'entremise du marché illicite,
- bb) l'amélioration des conditions de vie, du moins dans quelques uns des pays en cause,
- cc) la continuation du développement économique avec attribution d'une importance je dirai excessive dans quelques cas à l'industrialisation indépendamment des répercussions défavorables sur l'équilibre de la balance des paiements et sur l'intensité des pressions inflationnistes. La possibilité de s'assurer des crédits et des capitaux étrangers n'a pas été à la disposition de plusieurs états balkaniques. Elle dépend en effet de plusieurs facteurs que réellement seule la Grèce a pu assurer dans la mesure appropriée jusqu'en avril 1974.

### *C o n c l u s i o n*

Il découle de l'exposé ci-dessus que la crise monétaire mondiale des années soixante-dix a eu des répercussions moins défavorables que celle des années trente sur les états balkaniques sous tous les points de vue. Il est peut être quelque peu prématuré à soutenir que pour ces états l'inflation a créé moins de problèmes que la déflation. Il me semble que cette réserve est indiquée parce que l'inflation continue tandis que la déflation a fini le jour où la seconde guerre mondiale avait commencé. D'autre part il ne faut pas oublier que malgré les différences monétaires, économiques, institutionnelles et politiques dans les états balkaniques des années trente et des années soixante-dix (jusqu'en avril 1974) les résultats ont été de la même nature mais pas toujours dans le même sens et il en a été de même pour les mesures appliquées par les états balkaniques. Ils ont poursuivi dans les deux périodes le même but, notamment de réduire dans la mesure du possible à l'intérieur de leur économie et dans leurs transactions avec l'étranger les développements défavorables engendrés par des facteurs, des événements et des développements dans le cadre de l'économie mondiale sans possibilité pour eux de les influencer dans le sens voulu. Certes ce dernier dépend des vues et des intentions des gouvernements en cause et il n'est nullement sûr qu'ils seraient approuvés par les experts ou ceux qui croient l'être. D'autre part il ne faut pas oublier que les gouvernements même dans leur politique monétaire, financière et économique ont aussi des buts purement politiques dans le sens le plus large du terme.